

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE SAS

37 Rue Jean-Baptiste Marquant
59147 Gondecourt

Références : 2025_09_30_SMRC_Gondecourt_Suivi_MeD
Code AIOT : 0007000734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE SAS implanté 37 Rue Jean-Baptiste Marquant 59147 Gondecourt. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE SAS
- 37 Rue Jean-Baptiste Marquant 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000734
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine SMRC Automotive Modules France de Gondecourt fabrique des éléments d'habitacles pour l'industrie automobile (panneaux et planches de bords, consoles, accotoirs). Elle a été construite en 1948 par la société Reydel qui développe dans les années 1950 une activité d'équipementier au service d'une industrie automobile alors en pleine croissance.

La société Reydel est rachetée en 1995 par Plastic Omnium qui la revend en 1999 à l'équipementier américain Visteon, alors filiale de FORD. En mai 2014, la division Systèmes intérieurs de Visteon est cédée au fonds d'investissement américain Cerberus Capital Management qui crée en novembre 2014 Reydel Automotive. En 2018, l'équipementier automobile indien Motherson Sumi Systems acquiert Reydel Automotive qui devient Samvardhana Motherson Reydel Companies (SMRC).

Les process employés sur le site de Gondecourt sont l'injection plastique, le thermogainage, le moussage, le rotomoulage (slush). Les matières premières utilisées sont le polypropylène, les polystyréniques et les polyvinyliques.

Les principaux clients du site de Gondecourt sont les constructeurs Renault, Stellantis, Nissan, Volvo. Le chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 70M€. L'établissement emploie le jour de l'inspection environ 350 personnes (dont une quarantaine d'intérimaires).

Contexte géographique et urbanisation

L'établissement de Gondecourt est implanté sur un terrain d'une superficie de 95000m² sur les communes de Gondecourt et Chemy. Il est bordé au Sud et Sud-Est de terres agricoles, d'habitations et d'entreprises au Nord et Nord-Ouest.

La surface bâtie en exploitation représente près de 49270m² de surface au sol répartie sur de nombreux bâtiments (bâtiments A à P, R, S et Dock-Est). Un plan des bâtiments est joint en annexe 1.

Situation administrative

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'exploitation de l'usine de Gondecourt est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 20/11/2001. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13/06/2014 a donné acte de la mise à jour de l'étude de dangers, et actualisé la liste des installations classées exploitées sur le site.

Les principales activités du site sont les suivantes:

- application de peinture et encollage, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 600kg (rubrique 2940-2a; régime A)
- injection et slush, la quantité de matières susceptible d'être traitée étant de 48t/j (rubrique 2661-1b; régime E)
- stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, dans les états autres qu'alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant de 33600m³ (rubrique 2663-2b; régime E).

Le changement de dénomination sociale de la société Visteon Systèmes Intérieurs devenue Reydel Automotive France à compter du 18/12/2014, a été acté par le préfet le 31/08/2015.

Le directeur de SMRC Gondecourt a, par courrier du 28/09/2018, informé le préfet du changement de dénomination sociale de la société Reydel Automotive France devenue SMRC Automotive Modules France à compter du 01/08/2018.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Détection automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1	Amende	1 mois
4	Dispositions applicables à certains stockages	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Stockage du bâtiment C	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Autres stockages	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie 2	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Foudre	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 9.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Vérifications des installations électriques	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Etat des stocks	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article A	Levée de mise en demeure
11	Cuvette de rétention	Arrêté Préfectoral du 27/11/2001, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre des mesures concernant les différents points de l'arrêté de mise en demeure, cependant, certaines de ces mesures s'avèrent insuffisantes. L'Inspection prend note des avancées réalisées sur les différents sujets. Un projet d'arrêté préfectoral d'amende est proposé à

la signature du préfet concernant le sujet de la détection incendie. Un suivi de la finalisation des actions débutées sera réalisé au cours de l'année 2026.

En outre, lors de la visite d'inspection, (1) l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des actions établies pour remettre en conformité les RIA du bâtiment B ni les installations de sprinklage et (2) il n'est pas en mesure de justifier du volume contenu dans sa réserve d'eau servant à la défense incendie. Ces constats constituent des non-conformités. Aussi, l'Inspection propose à M. le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la réglementation sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisations des eaux osmosées
Prescription contrôlée : La société SMRC Automotive Modules France, dont le siège social est situé rue Léon Duhamel 62440 HARNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour de l'établissement au 37 rue Jean-Baptiste Marquant à GONDECOURT et CHEMY. <ul style="list-style-type: none">Utilisations des eaux osmosées :<ul style="list-style-type: none">Arrêté préfectoral du 3 avril 2024 susvisé, article 3.1.2 ;Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : Lors de l'inspection précédente, l'exploitant avait réalisé le mapping des réseaux mais n'avait pas réalisé d'étude de recherche de solution de consommation des eaux osmosées. Depuis, l'exploitant a mis en place des bacs de récupération eaux osmosées au niveau de la cabine peinture, ainsi qu'une pompe pour récupérer ces eaux osmosées et les rediriger dans la laveuse pour les sols (il s'agit de pompes à installation manuelle, elle ne reste pas à demeure). C'est une société extérieure qui fait le lavage, et s'occupe d'installer la pompe pour récupérer les eaux disponibles. La capacité de récupération est de 400L (2 fûts de 200L). S'il existe un surplus, celui-ci est dirigé au bassin de récupération d'eaux incendie, mais cela est rare. La mise en place de ce système s'est fait en 2 étapes pour une finalisation en juillet 2025. L'exploitant a fait appel à la société MPTI. Il a présenté le PV de réception, daté du 20/08/25. L'arrêté de mise en demeure est levé sur ce point. L'exploitant précise cependant que la question de la stagnation de l'eau osmosée dans les bidons a été soulevée. Il précise que l'eau stagne maximum 2 semaines dans les bidons et que des tests seront réalisés courant octobre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant informera l'inspection des résultats des tests sur l'eau osmosée stagnante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article A
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : <p>La société SMRC Automotive Modules France, dont le siège social est situé rue Léon Duhamel 62440 HARNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour de l'établissement au 37 rue Jean-Baptiste Marquant à GONDECOURT et CHEMY.</p> <ul style="list-style-type: none"> État des stocks <ul style="list-style-type: none"> Arrêté préfectoral du 25 février 2022 susvisé, article 5 ; Délai : 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un tableau électronique présentant la totalité du stock de matière première. Celui-ci ne répondait pas aux attentes de la prescription. En effet, il n'était ni synthétique ni accompagné d'un plan, ni classé par bâtiment, ni classé par type de produit.</p> <p>Par courriel du 15 mai 2025, l'exploitant a transmis un état des stocks revu afin de répondre à la prescription. Celui-ci est classé par bâtiment. Pour chaque bâtiment il est mentionné l'utilisation de ce dernier, sa surface, ce qui y est stocké et en quelle quantité. La date de mise à jour de l'état des stocks y est également mentionnée, et un plan des installations y est annexé.</p> <p>L'état des stocks mentionne surtout des stockages de métal, plastique, aluminium, cartons avec les quantités associées. En revanche, l'état des stocks mentionne la présence d'autres produits sans y associer les quantités présentes. Il y est notamment fait mention de produits chimiques aux bâtiments M et P, d'huile pour les bâtiments N, S et P.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant complète son état des stocks avec les quantités relatives aux produits chimiques, huiles et autres produits non quantifiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

La société SMRC Automotive Modules France, dont le siège social est situé rue Léon Duhamel 62440 HARNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour l'établissement au 37 rue Jean-Baptiste Marquant à GONDECOURT et CHEMY.

- Détection automatique d'incendie ;
 - Arrêté préfectoral du 25 février 2022 susvisé, article 8.1 ;
 - Délai : 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite précédente, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les différents dispositifs de détection. Ce constat a conduit à l'arrêté de mise en demeure du 16/04/25. Par ailleurs, le rapport de vérification des systèmes de détection incendie faisait état d'un nombre important d'observations sans prise en compte de l'exploitant. Il prévoyait de remplacer totalement le système de détection fin 2024.

L'exploitant précise avoir changé de fournisseur. Il dispose d'un nouveau contrat cadre comprenant la détection avec le fournisseur Uxello. Le changement est récent et la première visite d'Uxello dans l'établissement date de 3 semaines avant l'inspection. Le contrat est signé du 30 juin 2025.

Compte tenu du changement récent de prestataire, l'exploitant ne dispose pas encore du nouveau rapport de suivi de la détection incendie.

La première étape a été de lister les dispositifs de détection et leur type par bâtiment. L'exploitant précise que les étapes à venir seront : l'évaluation du système actuel, le complément de la détection existante si besoin sur certains bâtiments, et le changement du système de détection central car il est obsolète.

Il est à noter que la notion de dimensionnement n'est pas mentionnée dans le contrat établi avec Uxello. L'exploitant s'est engagé à justifier la prise en compte de cette demande par un avenant au contrat ou un bon de commande.

L'exploitant a donc pris en compte la prescription, mais les actions associées ne sont pas encore mises en œuvre. Le délai de la mise en demeure est échu, aussi l'inspection propose au préfet un arrêté de sanction administrative.

L'exploitant indique par ailleurs avoir fait une demande d'investissement pour faire une partie de

la trentenaire des sprinklers, changer la centrale d'alarme et faire une expertise du réseau sprinkler de la cabine peinture.

En l'absence de justification du bon dimensionnement de la détection incendie, de l'absence de contrôle de cette détection en 2025, au regard des nombreuses non conformités au titre du contrôle de 2024 et en l'absence de délai précis de mise en conformité, l'Inspection propose au préfet d'affliger à l'exploitant une amende de 5 000 €. En outre, l'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre certains justificatifs (voir ci-dessous)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose sous un mois :

- des documents démontrant la pertinence du dimensionnement des dispositifs de détection ;
- d'un rapport de suivi des dispositifs de détection incendie démontrant la prise en compte et la levée des observations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions applicables à certains stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions applicables à certains stockages

Prescription contrôlée :

Le stockage extérieur de produits finis au niveau de la façade Sud du site est supprimé. La surface réservée au stockage extérieur de palettes et caisses vides en bois dans la cour Nord est matérialisée au sol. La hauteur de stockage est limitée à 5 mètres.

Constats :

Lors de la visite précédente, il avait été demandé à l'exploitant de matérialiser le stockage de palettes dans la partie Nord du site, tel que prévu par son arrêté préfectoral. Le jour de l'inspection, l'exploitant précise ne pas vouloir le matérialiser mais le déplacer. L'usage de la partie Nord va changer. Une antenne de la société a fermé, le site SMRC de Gondécourt a donc récupéré quelques machines et du stock. Une activité supplémentaire de packaging est désormais réalisée sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à la préfecture et à l'Inspection des installations classées, sous 2 mois, un porter à connaissance visant à présenter les modifications du site, l'impact sur le classement ICPE, ainsi que les nouvelles émissions et les nouveaux risques associés

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Stockage du bâtiment C

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage du bâtiment C
Prescription contrôlée : <p>La société SMRC Automotive Modules France, dont le siège social est situé rue Léon Duhamel 62440 HARNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour de l'établissement au 37 rue Jean-Baptiste Marquant à GONDECOURT et CHEMY.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stockage du bâtiment C <ul style="list-style-type: none"> ◦ Arrêté Préfectoral du 3 avril 2024 susvisé, article 4 ; ◦ Délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : <p>L'exploitant a revu le stockage au niveau du bâtiment C.</p> <p>Le bâtiment dispose d'une allée centrale et de stockages répartis sur la gauche et la droite de cette allée. Il présente une bande libre de 1 mètre entre la structure et les stockages sur tout le tour du bâtiment, et l'exploitant a fait enlever toutes les matières combustibles dans la partie Nord du bâtiment. La surface de stockage est inférieure aux 2/3 de la surface du bâtiment. La hauteur de stockage ne dépasse pas les 5 mètres.</p> <p>Le stockage en partie gauche du bâtiment est divisé en 4 îlots de dimensions adaptées. Cependant, les allées séparant ces îlots sont inférieures à 2 mètres. Le stockage en partie droite n'est pas séparé en îlots.</p> <p>Bien que le délai prévu par l'arrêté de mise en demeure soit échu, il n'est pas proposé de sanctions à ce jour, car l'exploitant a mis en œuvre des mesures visant à se mettre en conformité et s'est engagé à adapter les allées rapidement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant finalise la mise aux normes du stockage au bâtiment C sous un mois, en créant des îlots sur la partie droite du stockage et en séparant les îlots par des allées de 2 mètres dans tout le bâtiment.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Autres stockages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Autres stockages
Prescription contrôlée :

La société SMRC Automotive Modules France, dont le siège social est situé rue Léon Duhamel 62440 HARNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour de l'établissement au 37 rue Jean-Baptiste Marquant à GONDECOURT et CHEMA.

- Autres stockages
 - Arrêté Préfectoral du 3 avril 2024 susvisé, article 4 ;
 - Délai : 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Constats :

La hauteur de stockage est respectée pour le bâtiment I.

Pour le bâtiment K, la hauteur de stockage est légèrement dépassée. L'exploitant indique qu'il existe une limitation de superposition de bacs, mais que dépendamment de la taille des bacs, ils peuvent être amenés à dépasser la hauteur de 2 mètres mais jamais de manière démesurée.

Le bâtiment J a été modifié suite à la récupération de machines et de stocks venant d'une antenne aujourd'hui fermée. L'exploitant a fait installer des racks au bâtiment J et envisage de stocker sur toute la hauteur du bâtiment. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet cette modification envisagée. Suite à la demande de l'Inspection, il s'est engagé à fournir un dossier de porter à connaissance. L'exploitant a transmis par courriel du 7 octobre 2025 une proposition technique et financière de bureau veritas pour l'élaboration d'un porter à connaissance. Cette proposition n'est pas contresignée de l'exploitant et ne tient donc pas lieu de bon de commande.

Lors de l'inspection, les racks étaient vides de tout stockage. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il ne peut, à ce jour, stocker que jusqu'à une hauteur de 4 mètres au bâtiment J.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respecte les hauteurs de stockage prescrites par arrêté préfectoral **sans délai**.

S'il procède au dépôt d'un porter à connaissance, il s'assure que celui-ci est complet, qu'il présente les modifications envisagées mais également tous les risques associés à une augmentation de la hauteur de stockage.

Le stockage au bâtiment J ne doit pas dépasser les 4 mètres tant qu'il n'a pas été statué sur les risques associés à une modification des stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plusieurs points d'eau incendie, notamment :
 - des poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
 - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule de stockage est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)
- d'un dispositif d'extinction automatique par sprinklage dans les bâtiments G, I, J, K, L, M, P et Dock-Est. Les systèmes d'extinction automatique par sprinklage sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé.

La défense extérieure contre l'incendie est notamment assurée par 5 poteaux incendie (4 à l'intérieur du site et 1 extérieur rue Jean Bourgois) et 1 réserve d'eau de 1 500 m³, réalimentée en tant que de besoin et dotée de 2 points d'aspiration.

Les 2 poteaux incendie sur site côté Dock-Est doivent être en mesure de fournir un débit minimum de 120 m³/h durant deux heures. Les 2 poteaux au sud du site doivent être en mesure de fournir un débit minimum de 60 m³/h durant deux heures. Le poteau extérieur rue Jean Bourgois est en mesure de fournir un débit minimum de 120 m³/h durant deux heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, édition juin 2020), sans toutefois dépasser 720 m³/h durant 2 heures.

L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 3 du présent arrêté la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

Constats :

L'inspection a fait le point uniquement sur les remarques de la visite précédente. Lors de la dernière inspection, les demandes suivantes avaient été formulées :

- l'exploitant transmet sous 2 mois les éléments démontrant la levée des observations du rapport de contrôle des installations de sprinklage
- l'exploitant transmet sous 2 mois la preuve du remplacement de l'extincteur référence : « L22/Mur Engel 850/3 injection UAP1 »
- l'exploitant transmet sous 2 mois la preuve de la levée des observations du rapport

<p>d'intervention et de la vérification des RIA du bâtiment B</p> <p>Les justificatifs n'ont pas été transmis. L'exploitant indique cependant que des travaux ont eu lieu sur les installations de sprinklage, et l'extincteur remplacé, sans toutefois pouvoir justifier des actions mises en œuvre.</p> <p>Les nouveaux rapports de contrôle (2025) ne sont pas encore disponibles considérant le changement de prestataire (cf. point 3). Uxello est en cours de réalisation des nouveaux contrôles périodiques. L'exploitant indique attendre les rapports de contrôle du nouveau prestataire pour mettre en œuvre la suite des actions.</p> <p>Par courriel du 7 octobre 2025, l'exploitant a transmis un tableau de suivi des observations relevées. Il y est notifié le changement de l'extincteur L22/Mur Engel 850/3 injection en avril 2025. D'autres actions y sont renseignées avec des dates d'échéance dont la plus lointaine est prévue pour mars 2026.</p> <p>L'Inspection prend note que l'exploitant a engagé un travail avec son nouveau prestataire, cependant, il n'est pas en mesure de justifier des actions mises en œuvre pour se remettre en conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour assurer un retour à la conformité dès réception des rapports de contrôle. Il s'assure de disposer de tous les justificatifs permettant d'attester des travaux effectués (ex : attestation de levée des observations par le prestataire ayant réalisé le contrôle)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie 2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« Le besoin en eau s'élève à 570 m³/h soit 1 140 m³ sur 2 h. La ressource en eau est assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none">• une réserve de 1 500 m³ permettant d'assurer une réserve incendie de 480 m³ et l'alimentation d'un réseau privé constituée de deux poteaux d'incendie dont le débit simultané est de 220 m³/h par poteau ;• deux poteaux d'incendie privés alimentés par le réseau d'eau de la ville ayant un débit de 80m³/h situés sur la façade sud ;• deux poteaux d'incendie publics en façade nord assurant un débit de 120 m³/h.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait le point uniquement sur les remarques de la visite précédente. Lors de l'inspection précédente, il a été constaté la présence d'un bassin. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du volume pouvant être recueilli par le bassin le jour de la visite d'inspection. Il devait justifier sous un mois du fonctionnement du bassin et être en mesure</p>

<p>d'attester que le bassin permet de recueillir 1500 m3.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est toujours pas en mesure d'attester du volume du bassin. Il précise qu'une intervention aura lieu le jeudi 2 octobre 2025 pour des opérations de nettoyage. Il indique qu'il profitera de ce créneau pour mettre en place un système de graduation adapté au bassin. L'exploitant n'a pas transmis de justificatif des travaux réalisés.</p> <p>L'exploitant indique également disposer de cuves enterrées, qui ont été remplies pour pallier à l'indisponibilité du bassin principal.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie du volume de la réserve et met en place un moyen permettant de s'assurer de disposer d'une quantité d'eau suffisante à chaque instant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport de vérification attestant de la conformité des installations aux préconisations de l'étude foudre n° 12266953 en date du 1er août 2012.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite précédente, l'exploitant avait transmis le rapport SOCOTEC (Ref doc : 2520/23/1672) de vérification des installations de protection contre la foudre. Le rapport présentait 22 observations.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification de 2024, mission réalisée par SOCOTEC en novembre 2024. Le rapport mentionne des observations. Considérant les observations relevées dans les rapports de contrôle, l'inspection n'est pas en mesure de juger de la conformité des installations foudre.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis un tableau de suivi des observations mentionnées dans le rapport de contrôle avec une échéance pour chaque tâche fixée à mars 2026.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dès réception du présent rapport, l'exploitant transmet les rapports de contrôle de 2024 et de 2023. Il lève les observations mentionnées dans les rapports sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SMRC Automotive Modules France, dont le siège social est situé rue Léon Duhamel 62440 HARNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour de l'établissement au 37 rue Jean-Baptiste Marquant à GONDECOURT et CHEMY.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification des installations électriques : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Arrêté préfectoral du 27/01/2001 susvisé, article 29.1.4 ; ◦ Délai : 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite précédente, le rapport de contrôle des installations électriques de 2024 avait été analysé. Il présentait 168 observations, anomalies ou non-conformités dont 168 avaient déjà été signalées par le bureau de contrôle. Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure. Il avait été également demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois un plan d'action chronologique présentant le calendrier du retour à la conformité des installations électriques ne dépassant pas 1 an.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'un tableau de suivi des non-conformités a été mis en place. Il reprend notamment : l'observation, le composant concerné, le bâtiment/zone concerné, l'action à réaliser, la priorité de l'action et son pilote. Les priorités d'action ont été définies avec la SOCOTEC. L'exploitant peut extraire un plan d'action avec des priorités définies grâce à l'outil SOCOTEC avantages.</p> <p>Le tableau a été présenté. Il mentionne 10 actions réalisées et 47 actions en cours sur les 168. Il est constaté par l'Inspection que certaines actions sont indiquées comme "réalisées" sans date associée, et que d'autres actions sont indiquées comme "non commencées" alors que la date d'échéance prévue est déjà dépassée. L'exploitant précise que la tableau peut ne pas être à jour. L'exploitant doit fiabiliser le suivi de son tableau.</p>

<p>Suite à l'inspection, par courriel du 7 octobre 2025, l'exploitant a transmis le tableau mis à jour avec une échéance pour chaque tâche et les dates associées aux opérations déjà réalisées.</p> <p>Le délai de la mise en demeure n'est pas échu à ce jour, l'exploitant doit cependant définir des échéances pour les différentes tâches et assurer un suivi régulier pour un retour à la conformité sous 1 an à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit assurer un suivi régulier pour un retour à la conformité sous 1 an à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Cuvette de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2001, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Cuvette de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, un bidon d'huile était disposé en dehors de toute rétention au local maintenance.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'est pas mis en évidence de produits dangereux hors rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>